

A l'attention de  
**Proform**

Date  
**Février 2024**

Référence  
**REH2022N00010-R15**

# **VOURLES (69)**

## **DEMANDE**

## **D'ENREGISTREMENT : PJ**

## **N°15 : COMPATIBILITE**

## **PLANS ET PROGRAMMES**



QSSE Temp015 Rev H



## VOURLES (69)

### DEMANDE D'ENREGISTREMENT : PJ N 15 : COMPATIBILITE PLANS ET PROGRAMMES

Référence **REH2022N00010-R15**  
Version **V3**  
Date **23/02/2024**  
Rédacteur **Hélène Salles**  
Vérificateur **Frédérique Yackowlew**  
Approbateur **Christian Blangis**

Rédacteur :



Vérificateur :



Approbateur :



*Ramboll a rédigé ce document à la demande du client et pour répondre aux objectifs qui y sont précisés. Le présent document et ceux qui l'accompagnent ont pour seul destinataire le client. Ils ne peuvent être utilisés, ni divulgués à toute autre personne, en partie ou dans leur intégralité, sans l'autorisation écrite expresse préalable de Ramboll. Ramboll ne reconnaît aucune responsabilité envers un tiers et ne saurait être tenu responsable des pertes, dommages ou frais occasionnés de quelque nature que ce soit qui seraient dus à l'interprétation par ce tiers des informations contenues dans le présent document.*

#### Révision du Document

Révision	Date	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Description
V1	30/06/2023	HSA	FYA	CBL	Version initiale
V2	14/09/2023	HSA	FYA	CBL	Version révisée
V3	23/02/2024	HSA	FYA	CBL	Version consolidée
Contact client Directeur de projet		Christian Blangis cblangis@ramboll.com Tél : +33 (6) 14440287			
Ramboll France SAS 155, rue Louis de Broglie, Immeuble le Cézanne 13100 AIX-EN-PROVENCE Tel : +33 (0)4 42 90 74 96 Fax : +33 (0)4 42 90 71 58				SAS au capital de 38 115 € Représentant Légal : Mette Søs Lassenen RCS AIX-EN-PROVENCE 2002 B 1288 SIRET : 443 685 029 00094 APE : 7112B	

Etablissement émetteur :  
Ramboll  
Immeuble Le Cézanne  
155 rue Louis de Broglie  
13100 Aix-en-Provence  
T +33 (0)4 42 90 74 96  
F +33 (0)4 42 90 71 58  
www.ramboll.com

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>SDAGE</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>SAGE</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>PLAN NATIONAL DE GESTION DES DECHETS</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>PLAN NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS</b>	<b>7</b>
<b>6</b>	<b>PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS</b>	<b>8</b>
<b>7</b>	<b>PROGRAMME D' ACTIONS NATIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE</b>	<b>9</b>
<b>8</b>	<b>PROGRAMME D' ACTIONS REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE</b>	<b>10</b>
<b>9</b>	<b>9 PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE</b>	<b>11</b>
	<b>LIMITATIONS ET RESPONSABILITES</b>	<b>13</b>

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de situation des SAGE .....	4
--	---

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 .....	2
Tableau 2 : Compatibilité du projet avec le Plan national de gestion des déchets .....	6
Tableau 3 : Compatibilité du projet avec le SRADDET (thématique déchets) ...	8
Tableau 4 : Compatibilité du projet avec le Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise .....	11

## 1 SDAGE

Le site appartient à l'aire géographique du bassin versant Rhône-Méditerranée, qui fait l'objet d'un Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) adopté le 18 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Ce SDAGE définit 9 orientations fondamentales. La compatibilité du projet avec ces orientations est présentée dans le Tableau 1.

**Tableau 1 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027**

<b>Orientation du SDAGE</b>		<b>Compatibilité du projet</b>
0	S'adapter aux effets du changement climatique	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
1	Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Les effluents de process seront réutilisés dans le process après traitement dans une station d'évaporation sous vide (boucle fermée). Les boues seront traitées comme déchets.  Il n'y aura aucun rejet d'eau polluée dans le milieu naturel.
2	Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Les effluents de process ne seront pas rejetés au milieu naturel (Garon) mais seront réutilisés après traitement et les boues seront traitées comme déchets.
3	Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
4	Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
5	Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
5A	Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Les eaux de process ne seront pas rejetées au milieu naturel (Garon) mais seront traitées comme déchets.  Les eaux rejetées au Garon seront uniquement des eaux pluviales, après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures garantissant une concentration en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l.
5B	Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	
5C	Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	
5D	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Non applicable au projet (pas d'utilisation de pesticides).
5E	Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Les eaux rejetées au Garon seront uniquement des eaux pluviales, après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures garantissant une concentration en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l.

Orientation du SDAGE		Compatibilité du projet
6	Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	
6A	Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Non applicable au projet (pas de modification des milieux aquatiques)
6B	Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Les habitats humides identifiés sur le site ne seront pas modifiés par le projet, aucun travaux n'impactera ces zones.
6C	Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
7	Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Le projet sera alimenté en eau par le réseau public. Les eaux de process seront traitées par une station d'évaporation sous vide et l'eau distillée sera réutilisée dans le process (boucle fermée).  Les servitudes associées au périmètre de protection éloigné d'un captage AEP (surveillance piézométrique) seront respectées.
8	Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)  Il convient cependant de noter que le projet est partiellement situé en zone inondable (zonage PPRI).

## 2 SAGE

La commune de Vourles et le terrain d'implantation du projet en particulier ne sont pas intégrés dans le périmètre d'un SAGE.

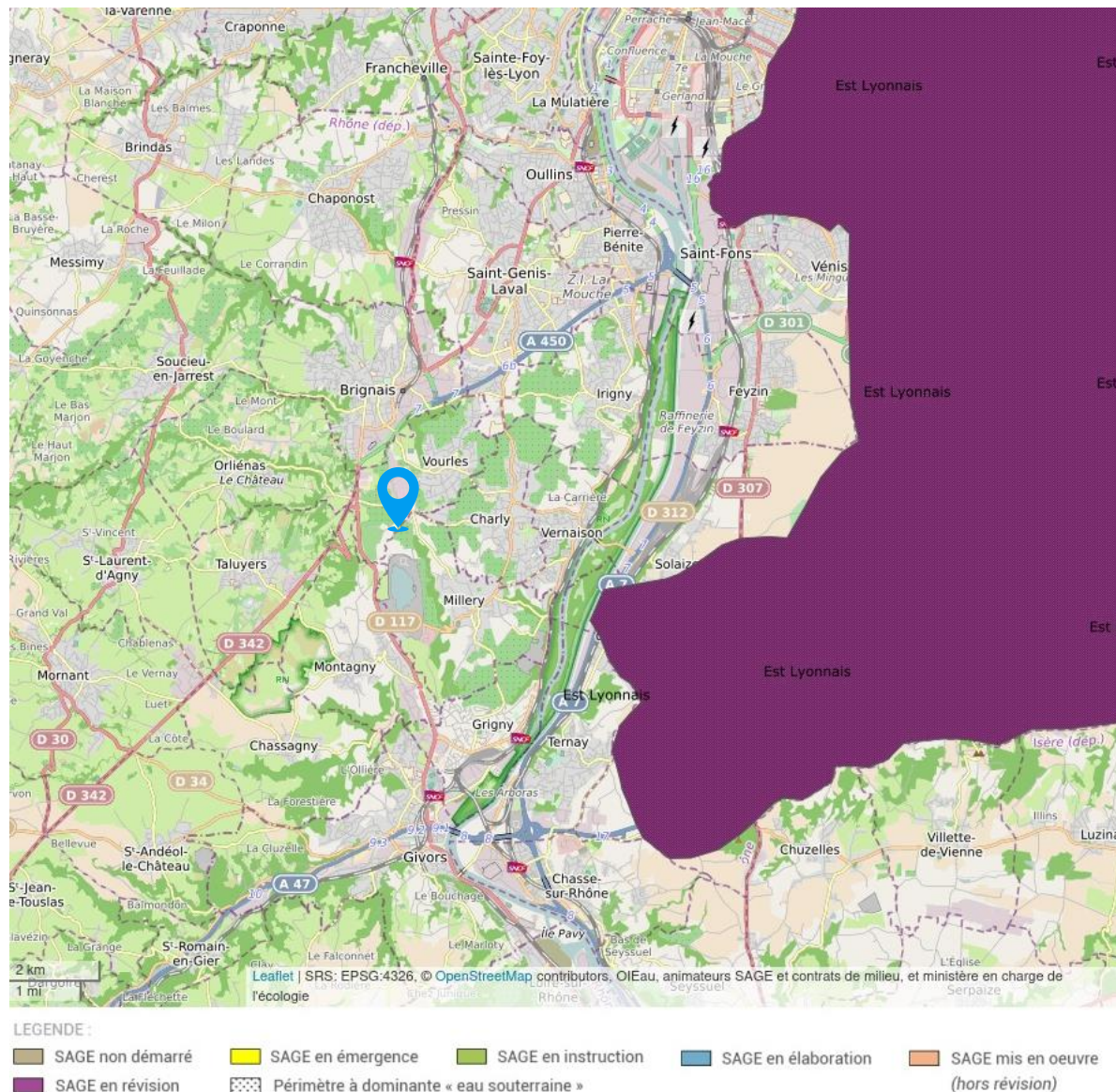


Figure 1 : Carte de situation des SAGE

### **3 SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES**

Le projet n'est pas concerné par les dispositions du Schéma Régional des Carrières.



## 4 PLAN NATIONAL DE GESTION DES DECHETS

Le plan national de gestion des déchets, approuvé par arrêté ministériel du 2 mars 2023, fixe les orientations suivantes :

**Tableau 2 : Compatibilité du projet avec le Plan national de gestion des déchets**

<b>Orientation</b>	<b>Compatibilité du projet</b>
Axe 1 – Réduire la quantité des déchets produits	Réduction de la quantité de déchets produits au maximum des contraintes qualité/produits finis, avec une démarche d'amélioration continue.
Axe 2 – Amélioration du respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
Axe 3 – Adapter la fiscalité pour rendre la valorisation des déchets moins chère que leur élimination	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
Axe 4 – Accélérer la collecte des emballages recyclables et étendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques	Les déchets, et notamment les emballages, feront l'objet d'un tri sélectif sur le site de Vourles.
Axe 5 – Développer la collecte et la valorisation des biodéchets	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
Axe 6 – Développer la collecte et la valorisation des déchets du BTP	Les déchets de chantier seront triés et traités dans les filières appropriées.
Axe 7 – Réduire la mise en décharge des déchets	Les déchets d'exploitation et de chantier seront traités dans des filières adaptées.
Axe 8 – Prévenir et lutter contre les décharges sauvages et décharges illégales	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)

## **5 PLAN NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS**

Le projet n'est pas concerné par un Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets.

## 6 PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Le SRADDET Auvergne Rhône Alpes vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, **plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)**, schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

**Tableau 3 : Compatibilité du projet avec le SRADDET (thématique déchets)**

Orientations	Compatibilité du projet
8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets	
Stabiliser la production des déchets ménagers et assimilés, des déchets d'activité des entreprises (dont BTP) et des déchets dangereux	Réduction de la quantité de déchets produits au maximum des contraintes qualité/produits finis, avec une démarche d'amélioration continue.
Accélérer le développement du recyclage des déchets, pour en faire une ressource pour les territoires	Les déchets feront l'objet d'un tri sélectif sur le site de Vourles afin d'être traité dans des filières adaptées à chaque type de déchet.
Améliorer la valorisation des déchets	
8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)
8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air déchets et biodiversité de la Région	Non applicable au projet (enjeu de politique publique/gouvernance locale)

## **7 PROGRAMME D' ACTIONS NATIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE**

Le projet n'est pas concerné par le Programme d'actions national pour la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole.

## **8 PROGRAMME D' ACTIONS REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE**

Le projet n'est pas concerné par le Programme d'actions régional pour la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole.

## 9 9 PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Le plan de protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnaise a été approuvé lors du comité de pilotage du 22 septembre 2022. L'arrêté interpréfectoral d'approbation a été signé le 24 novembre 2022.

Les actions définies pour le secteur de l'industrie/BTP sont présentées ci-après.

**Tableau 4 : Compatibilité du projet avec le Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise**

Défi	Actions	Compatibilité du projet
I.1 : Réduire les émissions canalisées et diffuses des émetteurs industriels classés IED	Non applicable – site non IED	
I.2 : Réduire les émissions de poussières et d'oxydes d'azote des installations de combustion	Renforcer la surveillance et le suivi des installations relevant de la directive MCP	Non applicable (porteur de l'action : DREAL-UDR)
	Renforcer les valeurs limites d'émissions en particules et oxydes d'azote des installations de combustion comprises entre 1 et 50 MW	Non applicable (porteur de l'action : DREAL-UDR). Il convient cependant de noter que les générateurs utilisés pour le chauffage des locaux seront alimentés par du gaz naturel, combustible permettant de limiter au maximum les émissions. Ils seront régulièrement entretenus pour garantir une combustion optimisée.
	Réduire les émissions de particules des installations de combustion comprises entre 400 kW et 1MW	Non concerné (puissance des générateurs > 1 MW)
I.3 : Réduire les émissions de poussières à chaque phase du cycle de vie des matériaux	Mettre en œuvre des objectifs spécifiques pour le suivi des retombées de poussières pour les carrières et les plateformes de concassage/ recyclage	Non concerné
	Valoriser et diffuser les bonnes pratiques permettant de réduire les émissions de poussières pour les carrières et les plateformes de concassage/ recyclage	Non concerné
	Valoriser et diffuser les bonnes pratiques permettant de réduire les	Non applicable (porteur de l'action : FRTP).

	émissions de poussières pour les chantiers	
I.4 : Améliorer la connaissance des émissions industrielles	Caractériser la granulométrie des particules émises dans les rejets canalisés industriels	Non applicable (porteur de l'action : DREAL-UDR)

En outre, il convient de noter que le projet permettra de réduire le trafic de poids-lourds lié aux activités de Proform, puisque la navette entre le site de production et logistique (1 PL/jour) sera supprimée. Cette réduction du trafic s'inscrit dans l'action M4 du PPA : Diminuer le trafic routier et limiter la congestion sur certaines sections routières.

Dans ce cadre également, Proform participe aux réflexions en cours avec la région et la commune afin de créer une desserte par bus à proximité.

## LIMITATIONS ET RESPONSABILITES

*Ramboll France SAS ("Ramboll") a rédigé ce document à l'usage exclusif du client selon l'accord entre Ramboll et le client qui établit, entre autres, l'objectif, le cadre et les termes et conditions de la mission. Aucune autre garantie, exprimée ou implicite, n'est donnée quant aux jugements professionnels inclus dans ce document, ou concernant tout sujet qui n'entrerait pas dans le cadre de la mission convenue avec le client ou qui ne répondrait pas aux objectifs visés par le document et le cahier des charges associé, ou concernant tout autre service fourni par Ramboll.*

*Afin de mener à bien sa mission et rédiger ce document, Ramboll s'est appuyé sur les données publiques disponibles et sur les informations fournies par le client et par des tiers. En conséquence, les conclusions présentées dans ce document ne sont valides que dans la mesure où les informations fournies à Ramboll étaient correctes, complètes et disponibles à la date d'émission du document.*

*La mission de Ramboll ne peut être considérée comme un conseil juridique, et ne représente pas une revue exhaustive des conditions ou de la conformité réglementaire des sites considérés. Le présent document et ceux qui l'accompagnent ont pour seul destinataire le client. Ils ne peuvent être utilisés ni divulgués à toute autre personne, en partie ou dans leur intégralité, sans l'autorisation écrite expresse préalable de Ramboll. Ramboll ne reconnaît aucune responsabilité envers un tiers, à moins d'un accord formel préalable, à la seule discrétion de Ramboll.*

*Sauf spécification contraire, l'étendue des services, les évaluations et conclusions présentées dans ce document supposent que le site continuera à être employé pour la même activité, sans changements majeurs sur site ou autour du site.*